

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/44796]

**13 AOUT 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à la formation des membres des services publics de secours**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 175/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, inséré par la loi du 29 décembre 2010 et modifié par la loi du 21 décembre 2013 par la loi du 15 juillet 2018 et par la loi du 16 juillet 2023 ;

Vu l'article 74, alinéa 2, de la loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses (I) ;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 26 juin 2023 ;

Vu l'avis 73.994/2/V du Conseil d'État, donné le 28 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 52 de l'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52. Pour l'organisation, par les centres de formation, des formations délivrant un brevet, un certificat ou une attestation, il est accordé une subvention par formation ou par module si la formation comprend plusieurs modules. Le montant de cette subvention est déterminée sur la base du nombre d'heures de théorie, de pratique à froid et de pratique à chaud que comprend cette formation ou ce module multiplié par le montant de base horaire.

Le montant de base horaire par élève est fixé comme suit :

- 1° pour la théorie : 4 euros ;
- 2° pour la pratique à froid : 21 euros ;
- 3° pour la pratique à chaud : 43 euros. ».

**Art. 2.** Dans l'article 53 du même arrêté royal, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 54 du même arrêté royal, le paragraphe 2 est abrogé et le paragraphe 1<sup>er</sup> devient un alinéa unique.

**Art. 4.** L'article 60 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 60. La subvention visée à l'article 52 n'est accordée que si l'élève remplit les conditions d'admission et que les normes d'encadrement sont respectées.

Le montant de cette subvention est multiplié par un coefficient de 1 si le taux de présence de l'élève est au moins égal à 75 %, par un coefficient de 0,66 si le taux de présence de l'élève est au moins égal à 50 % et inférieur à 75 %, par un coefficient de 0,33 si le taux de présence de l'élève est au moins égal à 25 % et inférieur à 50 % et par un coefficient de 0 si le taux de présence de l'élève est inférieur à 25 %.

Lorsqu'un élève n'a pas présenté tous les examens relatifs à un module ou à une formation, le montant de la subvention est diminué de 10 %. Pour ce faire, les coefficients 1, 0,66, 0,33 et 0 visés à l'alinéa 2 sont respectivement remplacés par les coefficients 0,9, 0,594, 0,297 et 0.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/44796]

**13 AUGUSTUS 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 2015 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 175/1, § 1, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, ingevoegd door de wet van 29 december 2010 en gewijzigd door de wet van 21 december 2013, de wet van 15 juli 2018 en de wet van 16 juli 2023;

Gelet op artikel 74, tweede lid, van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (I);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 2015 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten en tot wijziging van diverse koninklijke besluiten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2023;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 26 juni 2023;

Gelet op advies 73.994/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 52 van het koninklijk besluit van 18 november 2015 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten en tot wijziging van diverse koninklijke besluiten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. 52. Voor de organisatie van de opleidingen tot het behalen van een brevet, getuigschrift of attest, wordt een subsidie toegekend per opleiding of per module indien de opleiding uit verschillende modules bestaat. Het bedrag van deze subsidie wordt bepaald op basis van het aantal uren theorie, koude praktijk en warme praktijk dat deze opleiding of module omvat, vermenigvuldigd met het basisbedrag per uur.

Het basisbedrag per uur per leerling wordt bepaald als volgt:

- 1° voor de theorie: 4 euro;
- 2° voor de koude praktijk: 21 euro;
- 3° voor de warme praktijk: 43 euro.”.

**Art. 2.** In artikel 53 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 54 van hetzelfde koninklijk besluit wordt paragraaf 2 opgeheven en wordt paragraaf 1 één enkel lid.

**Art. 4.** Artikel 60 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 2019, wordt vervangen als volgt:

“Artikel 60. De subsidie bedoeld in artikel 52 wordt enkel toegekend als de leerling voldoet aan de toelatingsvoorwaarden en als de begeleidingsnormen worden nageleefd.

Het bedrag van deze subsidie wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt van 1 als de aanwezigheidsgraad van de leerling minstens gelijk is aan 75%, met een coëfficiënt van 0,66 als de aanwezigheidsgraad van de leerling minstens gelijk is aan 50% en lager ligt dan 75%, met een coëfficiënt van 0,33 als de aanwezigheidsgraad van de leerling minstens gelijk is aan 25% en lager ligt dan 50% en met een coëfficiënt van 0 wanneer de aanwezigheidsgraad van de leerling lager ligt dan 25%.

Wanneer een leerling niet heeft deelgenomen aan alle examens betreffende een module of een opleiding, wordt het bedrag van de subsidie verminderd met 10%. Hiertoe worden de in het tweede lid bedoelde coëfficiënten 1, 0,66, 0,33 en 0 respectievelijk vervangen door de coëfficiënten 0,9, 0,594, 0,297 en 0.

Les heures de e-learning sont comptabilisées selon les modalités approuvées par le ministre, sur avis du Conseil supérieur de formation.».

**Art. 5.** L'article 61 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. § 1<sup>er</sup>. Chaque année, avant le 1<sup>er</sup> février, chaque zone de secours communique aux centres de formation concernés ses besoins en formations visées à l'article 52 pour l'année civile qui suit.

Chaque année, avant le 1<sup>er</sup> avril, le centre de formation adresse au Ministre un tableau de bord prévisionnel des formations visées à l'article 52 pour l'année civile qui suit. Ce tableau, dont le modèle est fixé par la Direction générale de la Sécurité civile, reprend au moins :

1° l'intitulé de chaque formation ou module ;

2° le nombre d'heures de théorie, de pratique froide et de pratique chaude de chaque formation ou module et le montant de la subvention par élève ;

3° le nombre d'élèves prévu pour chaque formation ou module.

§ 2. Dans le courant du premier semestre de chaque année, une avance est versée au centre de formation, sous réserve des crédits disponibles. Cette avance est égale à 60 % des subventions visées à l'article 52 qui ont été accordées pour des formations ou des modules clôturés au cours de l'année civile précédente.

§ 3. Au plus tard le 31 mai et le 30 septembre de chaque année, le centre de formation adresse au Ministre un tableau de bord intermédiaire pour les formations visées à l'article 52 qui ont été effectivement dispensées et qui se sont clôturées au cours de l'année civile.

Un tableau de bord définitif est adressé au Ministre au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année civile qui suit.

Ces tableaux de bord, dont le modèle est fixé par la Direction générale de la Sécurité civile, reprennent au moins :

1° l'intitulé de chaque formation ou module ;

2° le nombre d'heures de théorie, de pratique froide et de pratique chaude de chaque formation ou module et le montant de la subvention par élève ;

3° le nombre d'élèves qui ont effectivement suivi chaque formation ou module, en tenant compte des coefficients visés à l'article 60, alinéas 2 et 3.

§ 4. Les pièces justificatives sont produites sur simple demande de la Direction générale de la Sécurité civile et peuvent également être consultées sur place à l'occasion du contrôle visé à l'article 7.

§ 5. Pour chaque centre de formation, le montant total des subventions visées à l'article 52 est réduit d'un pourcentage égal au quotient de la formule  $(A-B)/A$ .

Dans cette formule, A est le nombre d'élèves déclaré dans le tableau de bord définitif pour les formations qui ont fait l'objet d'un contrôle approfondi par la Direction générale de la Sécurité civile et B le nombre d'élèves dont la présence a été dûment justifiée à l'occasion de ces contrôles.

§ 6. Le solde des subventions pour les formations visées à l'article 52 est liquidé en même temps que l'avance de l'année qui suit, sous réserve des crédits disponibles.

**Art. 6.** L'article 62 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Art. 62. Le Centre de formation introduit les demandes de subventions visées aux articles 56 et 57 auprès du Ministre.

La demande doit être conforme au modèle approuvé par la Direction générale de la Sécurité civile qui reprend au moins :

1° le nombre d'inscrits et le montant par inscription ;

De uren e-learning worden in rekening gebracht volgens de modaliteiten goedgekeurd door de Minister, op advies van de Hoge raad voor de opleiding.”.

**Art. 5.** Artikel 61 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 61. § 1. Elk jaar brengt elke hulpverleningszone de betrokken opleidingscentra vóór 1 februari op de hoogte van haar behoeften op vlak van opleidingen bedoeld in artikel 52 voor het daaropvolgende kalenderjaar.

Elk jaar bezorgt het opleidingscentrum de Minister vóór 1 april een voorlopige bordtabel van de opleidingen bedoeld in artikel 52 voor het daaropvolgende kalenderjaar. Deze tabel, waarvan het model wordt vastgelegd door de Algemene Directie Civiele Veiligheid, omvat ten minste:

1° de titel van elke opleiding of module ;

2° het aantal uren theorie, koude praktijk en warme praktijk van elke opleiding of module en het bedrag van de subsidie per leerling;

3° het aantal leerlingen voorzien voor elke opleiding of module.

§ 2. In de loop van het eerste semester van elk jaar wordt, onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, een voorschot uitbetaald aan het opleidingscentrum. Dit voorschot bedraagt 60% van de subsidies bedoeld in artikel 52 die werden toegekend voor de opleidingen of modules die in de loop van het voorgaande kalenderjaar werden afgesloten.

§ 3. Elk jaar bezorgt het opleidingscentrum de Minister uiterlijk op 31 mei en op 30 september een tussentijdse bordtabel van de opleidingen bedoeld in artikel 52 die effectief werden gegeven en die in de loop van het kalenderjaar werden afgesloten.

Een definitieve bordtabel wordt uiterlijk op 1 februari van het daaropvolgende kalenderjaar aan de Minister bezorgd.

Deze tabellen, waarvan het model wordt vastgelegd door de Algemene Directie Civiele Veiligheid, omvatten ten minste:

1° de titel van elke opleiding of module;

2° het aantal uren theorie, koude praktijk en warme praktijk van elke opleiding of module en het bedrag van de subsidie per leerling;

3° het aantal leerlingen dat elke opleiding of module effectief heeft gevolgd, rekening houdend met de coëfficiënten bedoeld in artikel 60, tweede en derde lid.

§ 4. De stavingsstukken worden op eenvoudig verzoek van de Algemene Directie Civiele Veiligheid voorgelegd en kunnen eveneens bij de controle bedoeld in artikel 7 ter plaatse worden geraadpleegd.

§ 5. Het totaal bedrag van de subsidies bedoeld in artikel 52 wordt voor elk opleidingscentrum verminderd met een percentage gelijk aan het quotiënt van de formule  $(A-B)/A$ .

In deze formule is A het aantal in de definitieve bordtabel opgegeven leerlingen voor de opleidingen die werden onderworpen aan een grondige controle door de Algemene Directie Civiele Veiligheid en B het aantal leerlingen waarvan de aanwezigheid bij deze controles naar behoren werd aangetoond.

§ 6. Het saldo van de subsidies voor de opleidingen bedoeld in artikel 52 wordt, onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, op hetzelfde moment uitbetaald als het voorschot van het daaropvolgende jaar.

**Art. 6.** Artikel 62 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 62. Het opleidingscentrum dient de subsidieaanvragen bedoeld in artikelen 56 en 57 in bij de Minister.

De aanvraag moet conform het door de Algemene Directie Civiele Veiligheid goedgekeurde model zijn en omvat ten minste:

1° het aantal ingeschrevenen en het bedrag per inschrijving;

2° le type de test ou d'épreuve, le cas échéant le nombre d'heures de l'épreuve et le montant par test ou par épreuve ;

3° le nombre de participants à chaque test ou épreuve. »

**Art. 7.** L'article 73 de la loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses (I) produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024 à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

**Art. 9.** Le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

L'Île d'Yeu, le 13 août 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
A. VERLINDEN

2° het type test of proef, in voorkomend geval het aantal uren en het bedrag per test of per proef;

3° het aantal deelnemers aan elke test of proef."

**Art. 7.** Artikel 73 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (I) heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024 met uitzondering van artikel 1 dat in werking treedt op 1 september 2023.

**Art. 9.** De minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

L'Île d'Yeu, 13 augustus 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. VERLINDEN

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2023/42408]

**4 MAI 2023.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 2001 dressant la liste des biens transférés de Belgacom à l'État belge

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 2001 dressant la liste des biens transférés de Belgacom à l'État belge ;

Vu la présence d'une erreur matérielle dans la liste des biens de Belgacom, désormais Proximus ;

Vu le fait que les biens tels que repris sous les numéros d'ordre 138 et 139 de la liste devaient toujours rester la propriété de Proximus ;

Vu le fait que Proximus doit obtenir une sécurité juridique quant à son droit de propriété des biens énumérés sous les numéros d'ordre 138 et 139 de la liste ;

Sur proposition de notre Ministre de la Défense, de notre Ministre des Finances et de notre Ministre des Télécommunications.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les numéros d'ordre 138 et 139 sont supprimés de la liste qui est jointe à l'arrêté royal du 4 octobre 2001 dressant la liste des biens transférés de Belgacom à l'État belge.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** La Ministre de la Défense, le Ministre des Finances et la Ministre des Entreprises publiques sont chargés, chacun et chacune en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre des Entreprises publiques,  
P. DE SUTTER  
La Ministre de la Défense,  
L. DEDONDER  
Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2023/42408]

**4 MEI 2023.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 2001 tot vaststelling van de lijst van goederen van Belgacom overgedragen aan de Belgische Staat

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Koninklijk Besluit van 4 oktober 2001 tot vaststelling van de lijst van goederen van Belgacom overgedragen aan de Belgische Staat;

Gelet op het feit dat er een materiële vergissing is gebeurd in de lijst van de goederen van Belgacom, thans Proximus ;

Gelet op het feit dat de goederen zoals opgenomen onder de volgnummers 138 en 139 van de lijst steeds eigendom dienden te blijven van Proximus ;

Gelet op het feit dat Proximus rechtszekerheid dient te krijgen over haar eigendomsrecht betreffende de goederen vermeld op de lijst onder de volgnummers 138 en 139 ;

Op voordracht van onze Minister van Defensie, onze Minister van Financiën en van onze Minister van Overheidsbedrijven.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Op de lijst die is toegevoegd aan het Koninklijk Besluit van 4 oktober 2001 tot vaststelling van de lijst van goederen van Belgacom overgedragen aan de Belgische Staat worden de volgnummers 138 en 139 geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van Defensie, de Minister van Financiën en de Minister van overheidsbedrijven zijn, elkeen voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Brussel, 4 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Overheidsbedrijven,  
P. DE SUTTER  
De Minister van Defensie,  
L. DEDONDER  
De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM